



HAL
open science

Entre stigmates et entorses: la cérémonie de remise des lettres de créance d'Eirik Labonne au président de la République espagnole Manuel Azaña

Nathan Rousselot

► To cite this version:

Nathan Rousselot. Entre stigmates et entorses: la cérémonie de remise des lettres de créance d'Eirik Labonne au président de la République espagnole Manuel Azaña. Enquêtes et documents. Le diplomate en représentation (XVIe-XXe siècle), 69, Presses universitaires de Rennes, 2021, 978-2-7535-8197-5. halshs-03173094

HAL Id: halshs-03173094

<https://shs.hal.science/halshs-03173094>

Submitted on 13 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Entre stigmates et entorses : la cérémonie de remise des lettres de créance d'Eirik Labonne au président de la République espagnole Manuel Azaña (décembre 1937)

Les 17 et 18 juillet 1936 se produit un soulèvement militaire contre la Seconde République espagnole et le gouvernement de Frente Popular, au pouvoir depuis les élections de février 1936. Les militaires insurgés, appuyés par les droites contrerévolutionnaires et menés par le général Franco à partir du mois d'octobre, prétendent restaurer l'ordre face aux fortes mobilisations sociales qu'a connues l'Espagne depuis le printemps, tout en la préservant d'une révolution supposément en gestation. Ils reçoivent, dès les premiers instants, l'aide de l'Italie fasciste et de l'Allemagne nazie, qui leur livrent du matériel militaire puis leur envoient des troupes. À l'inverse, les démocraties occidentales, à commencer par la France et la Grande-Bretagne, affichent une neutralité qui isole le gouvernement espagnol et le prive dès le mois d'août 1936 d'un approvisionnement en armes, avec la mise en place de la politique de non-intervention¹. La République se retrouve dès lors confrontée à un isolement croissant sur la scène internationale.

À cela s'ajoute le refus d'une grande partie des chefs des postes diplomatiques en Espagne de retourner à Madrid, à Valence puis à Barcelone². La majorité des ambassadeurs et des ministres plénipotentiaires accrédités auprès du gouvernement républicain, surpris par le soulèvement militaire à Saint-Sébastien durant la retraite estivale du corps diplomatique, séjourne en effet en France à partir du mois d'août 1936, à Saint-Jean-de-Luz, à Biarritz ou encore à Hendaye. Ils se tiennent à l'écart des combats, mais aussi l'effondrement de l'ordre public et les violences perpétrées par les organisations politiques et syndicales de gauche, armées par le gouvernement républicain pour faire face au coup d'État³. Dans bien des cas, le ministère d'État espagnol n'a pour interlocuteurs que des chargés d'affaires, souvent de simples secrétaires d'ambassade ou des consuls élevés au rang diplomatique de manière temporaire. C'est notamment le cas de l'ambassade de France. Jean Herbette, ambassadeur français à Madrid depuis l'instauration de la Seconde République en 1931, demeure à Ciboure, puis à Saint-Jean-de-Luz. La France est alors représentée successivement en Espagne par quatre chargés d'affaires : le premier secrétaire de l'ambassade, René Bonjean (août-octobre 1936), le consul de France à Madrid, Emmanuel Neuville (octobre-décembre 1936) et les conseillers de l'ambassade Jean-Baptiste Barbier (janvier-mai 1937) et Jean

¹ VIÑAS Ángel, *La Soledad de la República. El abandono de las democracias y el viraje hacia la Unión Soviética*, Barcelone, Crítica, 2006, p. 25-62 ; MORADIELLOS Enrique, *El reñidero de Europa. Las dimensiones internacionales de la guerra civil española*, Madrid, Península, 2001, p. 59-106 ; BERDAH Jean-François, *La Démocratie assassinée. La République espagnole et les grandes puissances, 1931-1939*, Paris, Berg International, 2000, p. 205-289 ; et AVILÉS FARRÉ Juan, *Pasión y farsa : franceses y británicos ante la Guerra Civil española*, Madrid, Eudema, 1994. Sur la genèse de la non-intervention, voir : THIÉBAUT Claude, « Léon Blum, Alexis Léger et la décision de non-intervention en Espagne (juillet-août 1936) » in Jean SAGNES et Sylvie CAUCANAS (éd.), *Les Français et la guerre d'Espagne. Actes du colloque de Perpignan*, Perpignan, CREPF-université de Perpignan, 1990, p. 23-44 ; et MONIER Frédéric, « Le désengagement des démocraties : l'invention française de la non-intervention » in Jordi CANAL et Vincent DUCLERT (dir.), *La Guerre d'Espagne. Un conflit qui a façonné l'Europe*, Paris, Armand Colin, 2016, p. 106-116.

² Au début du mois de novembre 1936, le gouvernement républicain quitte Madrid, menacée par les troupes insurgées, pour se réfugier à Valence. Il rejoint ensuite Barcelone le 31 octobre 1937 pour réaffirmer son contrôle sur la Catalogne, face à l'autonomie croissante acquise par la Généralité, et pour assurer le plein rendement de l'industrie de guerre. CASANOVA Julián, *República y guerra civil*, éd. Josep Fontana et Ramón Villares, Barcelone, Crítica-Marcial Pons, coll. « Historia de España », 2007, p. 309 et p. 332.

³ CASANOVA Julián, *op. cit.*, p. 204-205.

Payart (mai-novembre 1937)⁴. Le gouvernement espagnol fait face à une représentation déficiente qui ne peut le satisfaire, d'autant plus que l'ambassadeur Jean Herbette profite de sa proximité géographique avec les territoires contrôlés par les insurgés pour multiplier les contacts avec les agents et représentants du général Franco, dont il préconise la reconnaissance par la France⁵.

Face à cette situation, les autorités républicaines s'efforcent d'obtenir un rapprochement de la France, qui se manifesterait par le remplacement de Jean Herbette. Elles font dès lors obstacle à une série de dossiers qui intéressent le gouvernement français, de l'évacuation des réfugiés politiques abrités dans les locaux de l'ambassade de France à Madrid, à l'examen des armes étrangères saisies par les troupes républicaines⁶. Cette politique vigoureuse du nouveau président du Conseil espagnol Juan Negrín et de son ministre d'État José Giral, arrivés au pouvoir en mai 1937, portent ses fruits. En effet, leurs homologues français, Camille Chautemps et Yvon Delbos, doivent leur promettre dès juillet 1937 qu'ils nommeront un nouvel ambassadeur en Espagne et réorienteront les relations franco-espagnoles dans un sens plus favorable à la République espagnole⁷. Mais ce n'est que lorsque la proximité de Jean Herbette avec le commandant Julián Troncoso, responsable des services de renseignement insurgés dans le sud de la France, devient manifeste, que le gouvernement français décide de mettre fin aux fonctions de son ambassadeur. Herbette a apporté son soutien à l'officier rebelle après l'échec d'une opération qui avait pour but de s'emparer à Brest d'un sous-marin républicain. Le scandale, fortement médiatisé, rend impossible son maintien en poste⁸. Il est remplacé le 2 octobre 1937 par Eirik Labonne, qui prend la tête de la représentation française en Espagne, et plus précisément à Barcelone où le gouvernement républicain a décidé de s'installer le 31 octobre 1937.

Né en 1888, Eirik Labonne est un diplomate expérimenté. Il pourrait correspondre à la description que Renaud Meltz dresse de l'équipe Léger à la tête du Quai d'Orsay, composée de « bourgeois protestants, plutôt fortunés et d'un libéralisme tempéré »⁹. Il évolue en outre dans l'orbite radicale. Il a appartenu au cabinet d'Édouard Herriot en 1924, et bénéficie depuis lors de son soutien. Il lui doit, semble-t-il, sa nomination en péninsule Ibérique¹⁰.

⁴ ROUSSELOT Nathan, *L'Ambassade de France auprès de la Seconde République espagnole durant la guerre civile (juillet 1936-février 1939)*, mémoire de master en histoire, dir. Stanislas Jeannesson, université de Nantes, 2015, p. 14-49.

⁵ DENECHERE Yves, *Jean Herbette (1878-1960). Journaliste et ambassadeur*, Bruxelles, PIE-Peter Lang, coll. « Diplomatie et histoire », 2003, p. 291-312.

⁶ Sur l'asile diplomatique et les évacuations des réfugiés, voir MORAL RONCAL Antonio Manuel, *Diplomacia, humanitarismo y espionaje en la Guerra Civil española*, Madrid, Biblioteca Nueva, 2008, p. 323-357. Sur les difficultés à examiner l'armement étranger, voir INQUIMBERT Anne-Aurore, *Un officier dans la guerre d'Espagne. Carrière et écrits d'Henri Morel (1919-1944)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. « Histoire », 2009, p. 190-193.

⁷ RUBIO Javier, *Asilos y canjes durante la guerra civil española*, Barcelone, Planeta, 1979, p. 251 sq.

⁸ DENECHERE Yves, *op. cit.*, p. 305-311 ; BARRUSO BARÉS Pedro, *Información, diplomacia y espionaje. La Guerra Civil española en el Sur de Francia*, Saint-Sébastien, Hiria, 2008, p. 139-141 ; et CASANOVA Marina, *La Diplomacia española durante la guerra civil, op. cit.*, p. 124-132.

⁹ MELTZ Renaud, « Les diplomates français et l'opinion publique dans l'entre-deux-guerres : le cas de la non-intervention dans la guerre civile espagnole », in GENIN Vincent, OSMONT Matthieu, RAINEAU Thomas (dir.), *Réinventer la diplomatie. Sociabilités, réseaux et pratiques diplomatiques en Europe depuis 1919*, Bruxelles, Peter Lang, 2016, p. 53-72.

¹⁰ Sur Eirik Labonne, voir ROUSSELOT Nathan, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937 – octobre 1938) », *Relations internationales*, n° 170, 2017/2, p. 9-24 ; et VIMONT Jacques, « Eirik Labonne. Ambassadeur de France (1888-1971) in BAILLOU Jean (dir.), *Les Affaires étrangères et le corps diplomatique français*, vol. 2 : 1870-1980, Paris, CNRS, 1984, p. 529-532.

Quoiqu'il en soit, la personnalité de Labonne rassure le gouvernement espagnol. Son ambassadeur à Paris, Ángel Ossorio y Gallardo, le qualifie de « bon ami de la République ». En le désignant, le gouvernement français aurait, selon lui, « choisi le meilleur qu'ils pouvaient nous envoyer¹¹ ». L'arrivée du diplomate à Barcelone, le 20 novembre 1937, suscite dès lors beaucoup d'espoir. Très vite, les préparatifs se mettent en place pour la cérémonie de remise de ses lettres de créance au président de la République espagnole, Manuel Azaña.



Figure 1 : Eirik Labonne (1888-1971) sortant du Palais de Pedralbes, lors de la cérémonie de remise de ses lettres de créance au président de la République espagnole, le 11 décembre 1937. Il ne porte pas le traditionnel costume cérémoniel d'ambassadeur. Photographie de Pablo Luis Torrents. Source : Biblioteca Nacional de España (BNE), GC-CAJA/50/32.

Comme le rappelle Thierry Balzacq, la cérémonie de remise des lettres de créances revêt une importance cruciale dans la représentation diplomatique, et le rituel qui s'y déploie « est instructif à plusieurs égards ». Strictement codifiée, malgré l'introduction de subtilités

¹¹ Archivo General de Administración, fonds du Ministerio de Asuntos Exteriores, « Archivo de Barcelona », carton 12/03199 (ci-après : AGA, Barcelona, 12/03199), lettre d'Ángel Ossorio y Gallardo à José Giral, 15 octobre 1937.

d'une capitale à l'autre, cette cérémonie est l'occasion pour le diplomate et les autorités qui le reçoivent de percevoir les intentions de l'autre¹². Elle occupe de ce fait une place de choix dans l'historiographie consacrée à la diplomatie. Pour autant, il s'agit ici de s'inscrire dans cette « "histoire des pratiques diplomatiques" à l'époque contemporaine » qui se développe depuis une dizaine d'années et qui privilégie une approche « matérielle, culturelle [et] anthropologique de la diplomatie¹³ ». Comme le soulignent Stanislas Jeannesson et Laurence Badel, la diplomatie est désormais appréhendée comme « une pratique sociale qui doit être abordée [...] "par le bas", par l'examen des rituels et de la mise en scène des pouvoirs qui la font exister¹⁴ ». Il s'agit notamment de s'intéresser au « jeu symbolique comme élément de l'action diplomatique », comme nous y invite Johannes Paulmann¹⁵.

En nous intéressant de plus près à la cérémonie de remise des lettres de créance de l'ambassadeur Eirik Labonne au président de la République espagnole Manuel Azaña, nous souhaitons ainsi nous interroger sur la place qu'occupe ce rituel strictement codifié dans les relations entre deux États, et plus particulièrement entre un représentant étranger et le gouvernement auprès duquel il est accrédité. Il s'agit notamment d'observer comment des acteurs diplomatiques, qu'il s'agisse ici d'Eirik Labonne ou des autorités républicaines, s'emparent des normes, des règles et des codes de conduite qui structurent la diplomatie et la société internationale pour établir une forme de communication politique et symbolique, qui ne s'exprime pas forcément de manière explicite, à travers le discours.

Pour cela, nous mobilisons la sociologie de Erving Goffman, qui a placé l'étude des interactions au centre de ses travaux. Par l'attention qu'il porte au décor, mais aussi à la « façade personnelle » des interlocuteurs – c'est-à-dire aux signes distinctifs, aux attitudes, aux comportements, aux gestes et plus généralement aux impressions qu'ils génèrent et laissent transparaître – ou aux rituels favorisant le lien social, il met à notre disposition des concepts et des outils théoriques précieux pour appréhender ce qui se joue lors de cette cérémonie¹⁶. Nous menons cette étude à partir des rapports, dépêches et télégrammes d'Eirik Labonne, conservés au Centre des archives diplomatiques de Nantes ainsi qu'aux Archives du Ministère des Affaires étrangères à La Courneuve, mais aussi à partir des archives du Ministerio de Asuntos Exteriores espagnol, conservées au sein de l'Archivo General de Administración à Alcalá de Henares. Ce corpus documentaire est complété par des documents issus des papiers personnels du ministre d'État José Giral, conservés à l'Archivo Histórico Nacional à Madrid, et par des extraits du journal de Manuel Azaña¹⁷. Cette documentation permet d'accéder aux « coulisses » de la cérémonie, c'est-à-dire à l'espace où s'élabore l'interaction et où peuvent se négocier les ajustements à l'égard des rituels qui régissent cette

¹² BALZACQ Thierry, « Rituels et diplomatie » in BALZACQ Thierry, CHARILLON Frédéric et RAMEL Frédéric (dir.), *Manuel de diplomatie*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, p. 129-141, p. 135.

¹³ ALLAIN Jean-Claude, « L'appareil diplomatique » in FRANK Robert (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris, Presses universitaires de France, 2012, p. 475-510, p. 476-477. Le chapitre a été partiellement mis à jour par Laurence Badel.

¹⁴ BADEL Laurence et JEANNESSON Stanislas, « Introduction. Une histoire globale de la diplomatie ? », *Monde(s)*, n° 5, 2014/1, p. 6-26, p. 15-16.

¹⁵ PAULMANN Johannes, « Nation et diplomatie. L'enjeu renouvelé des voyages », *Monde(s)*, n° 5, 2014/1, p. 99-117, p. 101.

¹⁶ Pour cette approche, nous sommes débiteurs de NIZET Jean et RIGAUX Natalie, *La Sociologie de Erving Goffman*, Paris, La Découverte, coll. « Repères », 2014.

¹⁷ AZAÑA Manuel, *Obras completas*, vol. 6 : *Julio de 1936 – Agosto de 1940*, éd. Santos Juliá, Madrid, Taurus Santillana – Centro de Estudios Políticos y Constitucionales, 2008.

cérémonie¹⁸. Le recours ponctuel à la presse permet quant à lui de s'intéresser à la réception de la cérémonie.

Une cérémonie majestueuse

La cérémonie de remise des lettres de créance d'Eirik Labonne a lieu le 11 décembre 1937, quelques semaines après son arrivée à Barcelone. Le programme, élaboré par le service du Protocole du Ministère d'État espagnol lui est communiqué assez tardivement : l'ambassadeur n'en prend ainsi connaissance que le 9 décembre. La dépêche qu'il envoie le jour-même au Quai d'Orsay permet de retracer le déroulement d'une cérémonie s'annonçant particulièrement somptueuse, dont témoigne la série de photographies prises par Pablo Luis Torrents pour le Ministère de Propagande, et conservées à la Biblioteca Nacional de España¹⁹.

Vers onze heures, le ministre plénipotentiaire et introducteur des ambassadeurs, Amós Salvador, se présente donc à la *Torre Vilana*, résidence d'Eirik Labonne en banlieue de Barcelone, pour y embarquer le représentant français et ses collaborateurs civils et militaires, dans « les plus belles automobiles de la Présidence ». L'escorte présidentielle, composée de « cuirassiers en “uniformes étincelants” », accompagne le cortège le long du parcours de six kilomètres qui sépare l'ambassade du Palais de Predalbes, ancienne résidence du roi Alphonse XIII. Le chemin est encadré par les forces de l'ordre. Devant le palais, une « garde nombreuse », formée d'un détachement des Mozos de Escuadra et d'une compagnie d'aviation, « revêtue également de brillants uniformes de l'ancien temps », rend les honneurs militaires tandis que la fanfare municipale interprète les hymnes nationaux des deux Républiques, *La Marseillaise* et *El Himno de Riego*. L'ambassadeur, à sa descente de l'automobile, est présenté au secrétaire général de la présidence, tandis que l'introducteur des ambassadeurs sollicite l'accord du président de la République pour la réception du représentant français. « Après des approches successives et lentes à travers les salons, suivant un protocole renouvelé des plus hautes traditions », Eirik Labonne, précédé par l'introducteur, accompagné à sa droite par le secrétaire général et suivi du personnel de l'ambassade et des secrétaires du Cabinet diplomatique, est enfin présenté à Manuel Azaña. Après s'être salués respectivement d'une inclinaison de la tête, le diplomate lit son discours, auquel répond le président espagnol. L'ambassadeur présente ensuite ses collaborateurs au président, qui lui présente à son tour les membres de sa Maison militaire. À la sortie du palais, les mêmes hommages qu'à l'arrivée sont rendus à Labonne et à sa suite, qui sont raccompagnés à leur résidence par la même escorte²⁰.

¹⁸ NIZET Jean et RIGAUX Natalie, *op. cit.*, p. 30-32.

¹⁹ Archives du Ministère des Affaires Étrangères à La Courneuve, Correspondance Politique et Commerciale, série Z-Europe, sous-série Espagne 1930-1940, carton 138 (ci-après : AMAE-C, Z-Europe, Espagne, 138), dépêche n° 254 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 9 décembre 1937. Pour les photographies de Pablo Luis Torrents, voir BNE, GC-CAJA/50/32, « Presentación de credenciales del Embajador de Francia ante el Presidente de la República Manuel Azaña ». Les photographies sont consultables en ligne sur le site de la Biblioteca Digital Hispánica : [<http://bdh-rd.bne.es/viewer.vm?id=0000043886&page=1>]. Site consulté le 28 avril 2020.

²⁰ Les citations reproduites dans ce paragraphe sont toutes extraites de la dépêche d'Eirik Labonne : AMAE-C, Z-Europe, Espagne, 138, dépêche n° 254 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 9 décembre 1937. En plus de ce document, le récit est reconstitué à partir de sources produites en amont et en aval de l'événement : Archivo Histórico Nacional, fonds privé José Giral (ci-après : AHN, Giral), dossier 3,N.107, « Ceremonial para la presentación de credenciales de los señores embajadores extraordinarios y plenipotenciarios » ; et « El



Figure 2 : L'ambassadeur Eirik Labonne et ses collaborateurs civils et militaires sont escortés dans les rues de Barcelone par la Garde présidentielle. Les forces de l'ordre, au garde-à-vous, encadrent le parcours.
Photographie de Pablo Luis Torrents. Source : BNE, GC-CAJA/50/32.



Figure 3 : La Garde républicaine, les Mozos de Escuadra et une compagnie d'aviation rendent les hommages militaires à l'ambassadeur Eirik Labonne, devant le Palais de Predalbes. Photographie de Pablo Luis Torrents.
Source : BNE, GC-CAJA/50/32.

embajador de Francia presenta sus cartas credenciales con un discurso de gran cordialidad », *ABC* (Madrid), 12 décembre 1937.

Une République espagnole qui cherche à s'affranchir de ses stigmates

À la lecture du protocole qui lui a été communiqué, le représentant français qualifie d'emblée ce cérémonial de « scène inattendue » et d' « étonnant épisode ». Il n'est pourtant pas exceptionnel, puisqu'il s'agit du protocole mis en place dès juillet 1931, pour la cérémonie de remise des lettres de créance de Jean Herbette, premier ambassadeur accrédité auprès de la Seconde République espagnole, puis confirmé en septembre 1932 dans l'article 47 des règles du Protocole, édictées par le Ministère d'État²¹. Ces règles sont d'ailleurs elles-mêmes inspirées du protocole en vigueur sous la Restauration espagnole. En outre, ce n'est pas la première fois que ce cérémonial est déployé par les autorités républicaines depuis le début de la guerre civile. Il a été utilisé à trois reprises depuis l'été 1936 : la première fois pour la remise des lettres de créance de l'ambassadeur soviétique Marcel Rosenberg, le 29 août 1936 ; la deuxième pour l'ambassadeur du Mexique Ramón de Negri, le 4 février 1937 ; et la dernière fois le 17 mars 1937 pour le nouvel ambassadeur de l'URSS, Léon Maykis²².

La surprise d'Eirik Labonne semble en réalité reposer sur les préjugés sur la République espagnole qui existent au sein du Quai d'Orsay, et auxquels l'ambassadeur n'échappe pas. Dans sa dépêche du 9 décembre, il souligne en effet le décalage qui existerait entre l'image répandue de l'Espagne républicaine et le programme fastueux de la cérémonie :

« L'Espagne républicaine, lamentable assemblage, dit-on, d'anarchistes, de révolutionnaires, d'indisciplinés... Voici un tableau certain de sa vie politique, de son ordre constitutionnel et de son observance protocolaire. Suivant les règles traditionnelles, suivant le cérémonial d'usage partout et plus brillant que partout, le Président constitutionnel du pays, entouré du Président du Conseil en exercice au début de la guerre civile, accompagné des autorités constitutionnelles régulières, reçoit un ambassadeur étranger avec un appareil à la mesure des pays les mieux ordonnés... Ce témoignage irrécusable des mensonges répandus sur l'Espagne républicaine, sur ses désordres, peut paraître ingénu ou, tout de même trop peu vraisemblable²³. »

Ses propos illustrent les déboires que la République a accumulés sur le terrain diplomatique depuis le début de la guerre, et qui ont durablement terni son image sur la scène internationale. Près de 90% des fonctionnaires de la carrière ont fait défection durant la guerre, dont 85% durant la première année. Une partie importante d'entre eux a d'ailleurs démissionné dès le 4 septembre 1936, quand a été formé un nouveau gouvernement dirigé par Francisco Largo Caballero, le leader de l'aile gauche du Partido Socialista Obrero Español (PSOE) et ancien leader du syndicat Unión General de Trabajadores (UGT). Le dirigeant socialiste incarne aux yeux de ces agents la menace communiste qui pèserait sur l'Espagne, d'autant plus que son cabinet accueille pour la première fois deux ministres issus du Partido

²¹ Centre des archives diplomatiques de Nantes, fonds de l'ambassade française à Madrid, série C2, microfilm 2mi1086 (ci-après : CADN, Madrid, C2, 2mi1086), dépêche n° 357 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 11 juillet 1931 ; « Presentación de credenciales del embajador de Francia M. Herbette », *ABC* (Madrid), 12 juillet 1931 ; et AGA, Barcelona, 12/03179, « Proyecto de reglas de protocolo », 28 septembre 1932.

²² Voir les éditions de l'*ABC* (Madrid) des 30 août 1936, 4 février 1937 et 17 mars 1937.

²³ AMAE-C, Z-Europe, Espagne, 138, dépêche n° 254 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 9 décembre 1937.

Communista Español (PCE)²⁴. Seuls 62 diplomates restent fidèles à la République, tandis que la très grande majorité des fonctionnaires démissionnaires a rallié les insurgés²⁵. Le résultat de ces défections a dès lors renforcé la marginalisation internationale du gouvernement espagnol, comme le souligne Ángel Viñas :

« Ceux qui abandonnèrent leurs postes privèrent la République de la possibilité d'accéder aux cercles de pouvoirs et administratifs dans les pays où ils étaient accrédités. Ils en intensifièrent les conséquences en justifiant leur action par des arguments discréditant le gouvernement de Madrid, présenté comme sans défense et en proie à la horde rouge²⁶. »

De fait, Jacques Fouques-Duparc – qui, au Quai d'Orsay, suit la situation espagnole au sein du sous-secrétariat d'État pour les relations extérieures – avait déclaré en janvier 1937 à Cipriano Rivas Cherif, consul-général espagnol à Genève et beau-frère de Manuel Azaña, « qu'aucun gouvernement français n'accepterait pour le moins du monde la possibilité prochaine ou lointaine d'une frontière communiste à Perpignan²⁷ ». En outre, les rapports de l'ambassadeur Jean Herbette, qui estimait dès le mois d'août 1936 qu'il n'y avait plus en zone républicaine « ni police, ni gendarmerie d'aucune sorte, ni aucune organisation capable de garantir l'ordre public », n'ont certainement pas permis à la République espagnole d'améliorer son image auprès du Quai d'Orsay et de ses agents²⁸.

Cette image de pays en proie aux désordres et à la révolution constitue sans aucun doute un stigmate – au sens d'Erving Goffman – dont peine à se défaire le gouvernement espagnol, c'est-à-dire, pour reprendre les mots Jean Nizet et de Natalie Rigaud, « un attribut qui le disqualifie lors de ses interactions²⁹ » avec les autres gouvernements. Or, « l'existence d'une différence distinctive et discréditante produit des stratégies de signe, de sens et d'actions qui ont des effets sur la position des stigmatisés dans la structure sociale³⁰ ». Dans ces conditions, « l'observance protocolaire », le respect des « règles traditionnelles » et du « cérémonial d'usage partout » que souligne Labonne prennent un sens renouvelé. Erving Goffman a en effet souligné le caractère déterminant des règles et des rituels dans l'élaboration et le maintien du lien social, puisqu'ils permettent aux individus ou aux entités

²⁴ Francisco Largo Caballero incarne d'autant plus cette menace révolutionnaire que son nom apparaît dans toute une série de faux pamphlets réalisés par le journaliste phalangiste Tomás Borrás et publiés en avril 1936. Selon ces documents, il devait prendre la tête d'un Soviet National à la suite d'un soulèvement révolutionnaire. Voir notamment SOUTHWORTH Herbert F., « Conspiración contra la República. Los “Documentos secretos comunistas” de 1936 fueron elaborados por Tomás Borrás », *Historia* 16, n° 26, 1978, p. 41-57.

²⁵ VIÑAS Ángel, « Una carrera diplomática y un Ministerio de Estado desconocidos » in VIÑAS Ángel (dir.), *Al Servicio de la República. Diplomáticos y guerra civil*, Barcelone, Marcial-Pons, 2010, p. 267-424, p. 267-292 ; et CASANOVA Marina, *La Diplomacia española durante la guerra civil*, Madrid, Ministerio de Asuntos Exteriores, 1996, p. 27-36.

²⁶ VIÑAS Ángel, « Una carrera diplomática y un Ministerio de Estado desconocidos », *op. cit.*, p. 276. Les citations extraites de documents ou d'ouvrages en espagnol ont été traduites par l'auteur.

²⁷ Cité par MIRALLES Ricardo, « El duro forcejeo de la diplomacia republicana en París. Francia y la guerra civil española » in VIÑAS Ángel (dir.), *Al servicio de la República. Diplomáticos y guerra civil*, *op. cit.*, p. 121-154, p. 131.

²⁸ CADN, Madrid, B, 553, télégrammes n° 987-988 de Jean Herbette au Quai d'Orsay, 10 août 1936. Les télégrammes et les dépêches des représentants français en Espagne donnent alors presque unanimement une image chaotique de la zone républicaine. ROUSSELOT Nathan, « Violences et répression dans l'Espagne en guerre (1936-1937) : regard diplomatique, regard orienté ? », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 279, 2020/3, p. 121-140.

²⁹ NIZET Jean et RIGAUX Natalie, *op. cit.*, p. 27.

³⁰ PLUMAUZILLE Clyde et ROSSIGNEUX-MÉHEUST Mathilde, « Le stigmate ou “La différence comme catégorie utile d'analyse historique” », *Hypothèses*, n° 17, 2014/1, p. 215-228, p. 217.

qui les suivent d'apparaître comme normaux et donc d'échapper au discrédit. Ainsi, les règles cérémonielles permettent non seulement à un individu « d'exprimer la valeur qu'il reconnaît à autrui », mais aussi d'exprimer la valeur qu'il se reconnaît « à lui-même³¹ ».

Cette cérémonie est donc, pour la République espagnole et son gouvernement, un moyen de contrebalancer le discrédit qui les touche. Le maintien d'un protocole diplomatique rigoureux, exigeant et fastueux vise à prendre le contrepied, du moins le temps de la cérémonie, de l'isolement international et de la désertion massive des diplomates de carrière au profit des insurgés : l'Espagne républicaine, même sans eux, est toujours régie par les règles de la sociabilité internationale, et peut, dès lors, réintégrer le concert des nations. Les services de renseignement insurgés perçoivent d'ailleurs pleinement la dimension de propagande de la cérémonie. Une note du 24 décembre 1937 relève ainsi que « les gouvernements étrangers, représentés à Barcelone par des ambassadeurs ou des chargés d'affaires, reçoivent le même traitement que n'importe quel pays du monde ». Et elle ajoute que la remise des lettres de créances d'Eirik Labonne « est de ce point de vue significative³² ».

En outre, comme le soulignent Jean Nizet et Natalie Rigaud, à propos de la distinction établie par Goffman entre la « communication » et les « expressions », « l'enjeu pour un acteur réside essentiellement dans la maîtrise de ses impressions [...] ainsi que dans le décodage des expressions que son adversaire laisse paraître ; le contenu des messages communiqués est en revanche plus secondaire ». Or, ces impressions peuvent être relayées par la « façade personnelle » de l'acteur, mais aussi par le « décor » qui l'entoure³³. Ainsi, les dispositifs protocolaires mobilisés par le gouvernement républicain lui permettent de transmettre un certain nombre de messages. La célébration de la cérémonie dans l'ancien palais royal de Pedralbes, ainsi que la présence « du Président du Conseil en exercice au début de la guerre civile » et des « autorités constitutionnelles régulières » permettent de souligner la continuité politique, diplomatique et légale de l'Espagne, que le gouvernement souhaite justement incarner. La présence des forces de l'ordre tout au long du chemin parcouru par le cortège, mais aussi du détachement des Mozos de Escuadra devant le palais présidentiel, offrent quant à elle le spectacle de la restauration, depuis mai 1937, de l'ordre républicain à Barcelone, particulièrement touchée par la révolution et la multiplication des milices durant les premiers mois de la guerre³⁴. Là encore, il s'agit pour le gouvernement espagnol de conjurer le stigmate révolutionnaire. Enfin, les hommages rendus à l'ambassadeur par une compagnie d'aviation sont loin d'être anodins. Ils visent probablement à exposer la modernisation et les capacités de résistance de l'armée républicaine, tout en rappelant au représentant français ce que ses interlocuteurs attendent du rapprochement avec la France : la

³¹ NIZET Jean et RIGAUX Natalie, *op. cit.*, p. 34.

³² Archivo General Militar de Ávila, dossier 1972.21 (ci-après : AGMAV, 1972.21), note réservée n° 1025 du Servicio de Información Militar (SIM), 24 décembre 1937.

³³ NIZET Jean et RIGAUX Natalie, *op. cit.*, p. 20-21 et p. 24.

³⁴ GODICHEAU François, *La Guerre d'Espagne. République et révolution en Catalogne (1936-1939)*, Paris, Odile Jacob, coll. « Histoire », 2004, p. 68-173 ; et GODICHEAU François, « La política de orden después de mayo de 1937 y la reconstrucción del Estado », *Revista de Occidente*, n° 302-303, 2006, p. 60-79.

reprise des livraisons d'armes, et notamment d'avions, qui font terriblement défaut sur le front³⁵.

Eirik Labonne ou l'ambivalence du réengagement français

Nous avons déjà souligné la surprise d'Eirik Labonne face au programme et au cérémonial qui lui sont proposés. Dès le début de sa mission, et avant même sa venue à Barcelone, il avait fait part de ses vœux de discrétion lors d'une interview qu'il avait accordée au correspondant à Paris du journal *Ultima Hora* : « Il est nécessaire qu'on ne parle pas trop de moi, puisque mon travail repose sur la discrétion³⁶. » Des vœux que Labonne renouvelle d'ailleurs un mois et demi plus tard. Dans la dépêche qu'il consacre aux préparatifs de la cérémonie, il explique à ses supérieurs qu'il a, « très discrètement et à titre tout personnel, marqué [sa] préférence pour une cérémonie modeste, répondant [...] aux circonstances, aux épreuves de la guerre et à la rigueur qu'elle impose à toutes les formes de la vie publique et protocolaire ». Au-delà de la question morale qu'il met en avant pour justifier cette préférence, il semble que son choix soit surtout dicté par des considérations politiques. Il souhaite en effet éviter « des solennités excessives et surtout une manifestation politique peu désirable³⁷ ».

La nomination d'Eirik Labonne à Barcelone ne correspond pas, en réalité, au réengagement souhaité par les autorités républicaines. Le gouvernement français continue d'appliquer la non-intervention et la mission de Labonne répond à un autre objectif : celui de favoriser une médiation internationale, sous les auspices de la France, entre l'Espagne républicaine et le Général Franco³⁸. De fait, le diplomate consacre à ce sujet l'une de ses premières dépêches, avant même de remettre ses lettres de créance³⁹. Or, il est certain que pour parvenir à cette médiation, la France et son représentant à Barcelone ne doivent pas manifester une proximité trop grande avec l'Espagne républicaine, sous peine de compromettre leur position d'intermédiaire aux yeux du Général Franco. On comprend donc l'embarras de l'ambassadeur quand il découvre le programme que lui présente le Chef du Protocole. La cérémonie risque, par ses fastes, d'attirer l'attention sur le fait que la France vient de nommer un nouvel ambassadeur à Barcelone, quand elle n'a toujours aucun représentant auprès du Général Franco, à Burgos.

C'est certainement en raison de cet objectif de médiation que l'ambassadeur décide de présenter, durant les échanges préparatoires qui précèdent la cérémonie, « un projet d'allocution assez vague et éteint et de nature à donner la moindre prise à des évocations politiques brûlantes ». Dans ce texte très consensuel, Labonne déclare inscrire sa tâche dans « le respect de la personne humaine, de la libre méditation, de sa libre expansion » et dans « la volonté de justice sociale et l'espérance d'une fraternité véritable entre les peuples ». Ensuite, il fait allusion à la guerre civile espagnole en déclarant que les « épreuves mêmes que traverse

³⁵ MIRALLES Ricardo, « El duro forcejeo de la diplomacia republicana en París. Francia y la guerra civil española » in VIÑAS Ángel (dir.), *Al servicio de la República. Diplomáticos y guerra civil, op. cit.*, p. 121-154, p. 132-133 et 136-139.

³⁶ « El nuevo embajador de Francia quiere ser discreto », *ABC* (Madrid), 22 octobre 1937.

³⁷ AMAE-C, Z-Europe, Espagne, 138, dépêche n° 254 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 9 décembre 1937.

³⁸ ROUSSELOT Nathan, « Un diplomate face à la guerre civile espagnole : l'ambassade d'Eirik Labonne (octobre 1937 – octobre 1938) », art. cité, p. 18-23.

³⁹ CADN, Madrid, B, 587, dépêche n° 235 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 29 novembre 1937.

l'Espagne [...] ont fait jaillir des aspirations nouvelles et engendré à leur service un esprit et une volonté de sacrifice témoignant avec éclat que les destinées de l'Espagne seront à la mesure de ses fils ». L'allusion ne peut pas être plus abstraite, et le représentant français se garde bien de faire une quelconque référence au soulèvement militaire à l'origine du conflit. Enfin, il termine sa brève allocution par le vœu pieu d'un retour de la paix :

« Qu'il me soit permis de formuler ardemment le souhait que ma mission me donne la joie profonde d'assister sur le sol espagnol au retour d'une paix assurant à tous les concitoyens les biens essentiels de la liberté spirituelle et morale comme ceux de la prospérité matérielle. »

En outre, si le diplomate déclare avoir la conviction de trouver auprès du président Manuel Azaña et du gouvernement espagnol « un concours constamment bienveillant », c'est à l'ensemble de l'Espagne qu'il semble s'adresser lorsqu'il évoque « son génie » et « son rayonnement », ainsi que « l'affection sincère » qu'il lui porte⁴⁰. La France ne peut pas se trouver moins engagée. La volonté de limiter la portée politique du retour d'un ambassadeur français en Espagne républicaine ne fait aucun doute. Comme le souligne le journaliste Gaëtan Sanvoisin dans *Le Figaro*, deux jours après la cérémonie, le discours « aurait pu être dit devant le général Franco⁴¹ ». Azaña lui-même n'est pas dupe de l'intention de Labonne : « Le discours de l'ambassadeur n'a pas de quoi nous réjouir, surtout pour ce qu'il tait. Il est pensé dans un esprit de médiation⁴². »

Une cérémonie, deux entorses

Le président de la République attend du gouvernement français et de son représentant à Barcelone un réengagement plus important à son égard, qui passerait par la reprise des livraisons d'armes et la fin de la non-intervention. Manuel Azaña entreprend dès lors de donner à la cérémonie une tonalité plus politique que ne le souhaite Labonne, en prononçant en lieu et place de la réponse protocolaire attendue un discours « d'une étendue démesurée », que l'ambassadeur qualifie de « véritable manifeste » et de « plaidoyer pro domo appelé à la plus large diffusion⁴³ ».

Dans ce discours, Azaña dénonce les interventions italienne et allemande, proclamant « que se livre en Espagne une guerre étrangère, non déclarée » et soutenant qu'elle maintient en Espagne une « agitation intérieure, qui, réduite à ses propres forces, était destinée à l'échec devant l'énergique résistance du peuple espagnol dans la défense de la liberté ». Ce sont, pour le président, ces interventions étrangères qui menacent la paix en Europe. Dès lors, « la tranquillité renaîtra en Europe » quand « un pas décisif aura été franchi dans le rétablissement de l'ordre légitime » en Espagne, par la défense de son « indépendance [...] contre l'envahisseur ». Selon lui, cette guerre s'inscrirait dans une lutte plus vaste entre la démocratie et la dictature. Ainsi, « à travers la défense de la République, c'est-à-dire d'un système national de la liberté, [les Espagnols] défendent également autre chose, un principe de valeur universelle ». Il met enfin en garde la France contre les interventions italienne et allemande qui viennent menacer les communications avec ses colonies africaines, rappelant que le « territoire espagnol, par sa position entre deux mers, dominant certaines des routes les

⁴⁰ AGA, Barcelona, 12/03197, projet d'allocution d'Eirik Labonne pour la cérémonie de remise des lettres de créance remis au ministère d'État le 2 décembre 1938.

⁴¹ SANVOISIN Gaëtan, « L'Art d'être diplomate », *Le Figaro*, 13 décembre 1937.

⁴² AZAÑA Manuel, *op. cit.*, p. 571.

plus importantes du monde, a été trop souvent au cours de l'histoire l'appât des conquérants », avant de dénoncer la politique de non-intervention :

« Le gouvernement a toujours voulu que le conflit interne de notre pays soit limité et soit isolé. Mais il ne faut pas penser que la limitation et l'isolement du conflit espagnol signifient que les déprédations de l'esprit de conquête et les violations du droit international restent circonscrites à l'Espagne, du moment qu'elles ne s'étendent pas à d'autres pays ; mais qu'en Espagne également de telles déprédations et violations ne persistent pas non plus. Sinon, ce ne serait pas isoler le conflit, mais le maintenir⁴⁴. »

Le discours que prononce Manuel Azaña est donc rempli de ces « évocations politiques brûlantes » que voulait éviter Eirik Labonne, qui prévoit des « sursauts de polémiques ». Cette entorse au protocole contribue à donner à la cérémonie davantage d'importance et de visibilité. Comme le souligne Jean Nizet et Natalie Rigaud, lorsqu'un « élément diverge de l'ensemble », il « attire alors immédiatement l'attention⁴⁵ ». De fait, de longs extraits de son discours sont reproduits dans la presse française les jours suivants. Le président de la République espagnole s'offre ainsi une tribune auprès de l'opinion publique française, dans *Le Figaro*, *Le Populaire*, *L'Humanité*, *La République* ou encore *La Petite Gironde*⁴⁶. Et c'est justement l'effet qu'il recherchait :

« J'ai rédigé moi-même, entièrement, un autre [projet de réponse], qui ne s'adapte peut-être pas complètement aux usages protocolaires, mais je n'ai pas voulu perdre l'occasion de faire certaines déclarations et insinuations qui contribuent non seulement à affirmer mon opinion personnelle mais aussi à éclaircir et orienter si possible celle d'autres personnes⁴⁷. »

À la lecture du projet d'allocation d'Azaña, Eirik Labonne se trouve dans une position délicate. Il confie à ses supérieurs du Quai d'Orsay avoir « hésité » à faire part de ses « sentiments sur l'ordonnance de cette cérémonie, sur plus d'un passage de cette manifestation oratoire et à suggérer des atténuations », afin d'en amoindrir la portée politique dans un sens plus conforme aux limites du réengagement français en Espagne :

« J'aurais pu, à bon droit, je crois, représenter que la France, liée, comme l'Angleterre, par la politique de non-intervention officiellement confirmée il y a quelques jours à Londres, n'avait pas à être mêlée, même indirectement, à une telle manifestation de politique intérieure et de politique étrangère. Car l'équivoque sera évidente puisque la cérémonie ne sera pas exclusivement espagnole. Notre pays y sera mêlé dans une certaine mesure et cette équivoque peut être des plus fâcheuses⁴⁸. »

Pourtant, Labonne n'en fait rien. Il renonce à infléchir le sens de la cérémonie. Il avance tout d'abord un argument d'ordre matériel : ce programme, rappelle-t-il, lui a été apporté « tout monté, tout prêt, [...] non sans intention, à la veille même de la cérémonie », ce

⁴³ AMAE-C, Z-Europe, Espagne, 138, dépêche n° 254 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 9 décembre 1937.

⁴⁴ AGA, Barcelona, 12/03197, discours de réponse du président Manuel Azaña pour la cérémonie de remise des lettres de créances de l'ambassadeur Eirik Labonne, 11 décembre 1937.

⁴⁵ NIZET Jean et RIGAUX Natalie, *op. cit.*, p. 21.

⁴⁶ « M. Labonne a remis ses lettres de créance à M. Azaña », *Le Figaro*, 12 décembre 1937 ; « Le nouvel ambassadeur de France remet ses lettres de créance au président Azaña », *Le Populaire*, 12 décembre 1937 ; « M. Labonne présente ses lettres de créance », *L'Humanité*, 12 décembre 1937 ; « En Espagne. Le nouvel ambassadeur de France a remis ses lettres de créance », *La République*, 12 décembre 1937 ; « Le nouvel ambassadeur de France en Espagne remet ses lettres de créance au président Azaña », *La Petite Gironde*, 12 décembre 1937.

⁴⁷ AZAÑA Manuel, *op. cit.*, p. 571.

⁴⁸ AMAE-C, Z-Europe, Espagne, 138, dépêche n° 254 d'Eirik Labonne au Quai d'Orsay, 9 décembre 1937.

qui rendrait tout changement de dernière minute difficile, d'autant que les « préparatifs ont été longs et malaisés ». Mais l'ambassadeur craint surtout de mécontenter les organisateurs. Il évoque le « vrai crève-cœur » que constituerait la modification de la cérémonie et sa crainte « d'offenser en vain un Gouvernement si pressé par l'adversité, si pauvre en moyens, en bonnes nouvelles, si dépourvu de réconfort pour lui-même, pour l'armée, pour le peuple, pour l'opinion étrangère ». Au-delà de la sympathie qu'il semble éprouver pour les autorités républicaines, c'est enfin la crainte d'un refus de ses demandes, qui auraient été « sans doute déclinées », qui le convainc d'y renoncer⁴⁹. Il ne faudrait pas risquer, sinon l'incident diplomatique, du moins de tendre dès le début de sa mission les relations avec le gouvernement espagnol. D'autant plus lorsque sa nomination en Espagne vise aussi à résoudre les difficultés qui avaient surgi durant l'ambassade de son prédécesseur, Jean Herbertte. Labonne choisit ainsi de se conformer au programme de la cérémonie. « Je n'ai donc pu qu'acquiescer », conclut-il non sans ironie, « et me préparer à prendre la place éminente qui m'est dévolue dans cet étonnant épisode du drame espagnol. »

Néanmoins, pour marquer probablement une forme de distance avec le cérémonial fastueux qui l'attend et rappeler son vœu de discrétion, il décide de revêtir une « jaquette » au lieu du prestigieux costume de cérémonie porté traditionnellement par les ambassadeurs lors de la remise de leurs lettres de créance. Or, comme le rappelle Philippe Braud, tous les faits et gestes qui participent à la « constante théâtralisation du politique » et qui « deviennent porteurs de messages forts pour les acteurs eux-mêmes », « leur rappellent la rigoureuse exigence d'intérioriser sans faille le rôle qui est le leur⁵⁰ ». Dès lors, on peut émettre l'hypothèse que cette entorse au protocole vise non seulement à manifester devant le gouvernement espagnol et l'opinion internationale les limites du réengagement français, mais peut-être aussi à endosser un rôle de médiateur, plus conforme à sa mission que celui d'ambassadeur accrédité auprès de la Seconde République.

Conclusion

Ainsi, la mobilisation du cérémonial et du protocole peut matérialiser les ambivalences et les dissonances diplomatiques entre deux États. Cette mobilisation relève alors d'un jeu subtil de représentations qui met à jour une forme symbolique de communication politique. Elle fait appel à la maîtrise partagée d'une culture diplomatique commune et de ses rituels et prend volontiers la forme d'un dialogue. Dès lors la question de la représentation n'est pas seulement investie par le diplomate qui remet ses lettres de créance, mais elle l'est aussi par l'État qui le reçoit. D'un côté, Eirik Labonne doit incarner la politique extérieure de son gouvernement et l'ambivalence du rapprochement français : il doit rendre visible les limites du réengagement français, contraint par la politique de non-intervention que le Quai d'Orsay n'entend pas du tout remettre en cause, et incarner un rôle de médiateur. Il s'agit alors de dépasser la contradiction qui existe entre la poursuite de la non-intervention, à travers le projet de médiation, et la nomination d'un ambassadeur auprès d'une des parties. Labonne s'efforce donc de réduire la solennité de la cérémonie – en adoptant une posture discrète que reflète le port d'une « jaquette » – et il se place au-dessus des rivalités qui opposent les deux camps – en prononçant un discours « vague et éteint », à l'image du réengagement français, et en

⁴⁹ *Ibid.*

⁵⁰ BRAUD Philippe, *Penser l'État*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « Essais », 2004 [1997], p. 79.

s'adressant au « génie » de l'Espagne. De l'autre côté, les autorités républicaines décident d'utiliser cette cérémonie comme un manifeste politique et diplomatique. Le discours du président de la République espagnole n'en est que la manifestation la plus visible et surtout la moins protocolaire. L'application en grande pompe du cérémonial le plus traditionnel, en revanche, revêt une dimension politique renouvelée : il s'agit de s'affranchir des stigmates révolutionnaires qui collent à l'État républicain, et de réaffirmer aux yeux de Labonne et du monde sa légitimité diplomatique, ainsi que la continuité constitutionnelle qu'il incarne.

Ce constat, si l'on s'appuie sur la sociologie des interactions développée par Erving Goffman, rappelle dès lors l'importance qu'occupent les règles cérémonielles et rituels protocolaires dans la construction d'une sociabilité diplomatique : ils favorisent les interactions entre États qui, en s'y conformant, manifestent leur respect et leur considération mutuels, nécessaires au maintien des relations. Déroger à ces règles et à ces rituels, c'est prendre le risque de se discréditer aux yeux des autres, tandis que s'y conformer permet de gagner et conserver sa place dans l'ordre international qu'ils contribuent à fonder⁵¹. Comme le souligne Johannes Paulmann à propos des visites officielles, cette « théâtralisation » de la diplomatie produit alors un effet de « légitimation » pour les institutions qui y participent⁵². C'est pourquoi les États, momentanément mis au ban de la société internationale, accordent probablement une attention plus aiguë au respect de ces règles et de ces rituels, à l'image du chef du Protocole soviétique, Florinsky. Ce dernier, prenant ombrage de la jaquette portée par Jean Herbet, premier ambassadeur français accrédité en URSS en 1925, lors de la remise de ses lettres de créance, doit en effet rappeler « que son gouvernement [entend] être traité comme tous les gouvernements⁵³ ».

Cependant, nous pourrions émettre l'hypothèse que les écarts aux protocoles font l'objet d'un travail de « figuration », lui aussi codifié et ritualisé, qui viserait à parer tout incident et qui s'opèrerait le plus souvent en coulisse⁵⁴. De fait, les entorses protocolaires que se permettent Manuel Azaña et Eirik Labonne sont, d'une certaine façon, négociées. Le premier fait parvenir son texte à l'avance au représentant français, comme le veut le protocole, rompant l'effet de surprise et lui évitant une situation d'embarras. Quant à l'ambassadeur, s'il se permet une entorse vestimentaire, il se conforme dans l'ensemble au programme défini par les autorités républicaines : il parvient ainsi à suivre sa ligne de conduite – en adoptant une certaine discrétion que le port de la jaquette symbolise – tout en acceptant celle des autorités républicaines – en prenant « la place éminente qui [lui] est dévolue » dans cette cérémonie fastueuse. Il ne met donc pas en péril l'interaction⁵⁵. Ainsi, ces règles et ces rituels ne seraient pas immuables, ni monolithiques, et les acteurs internationaux pourraient donc les renégocier ou en jouer, à condition de veiller à ce que chacun puisse garder la face.

Nathan ROUSSELOT

Université de Nantes – CRHIA (EA 1163)

⁵¹ NIZET Jean et RIGAUX Natalie, *op. cit.*, p. 33-35.

⁵² PAULMANN Johannes, art. cité, p. 102.

⁵³ DENECHERE Yves, *op. cit.*, p. 117.

⁵⁴ NIZET Jean et RIGAUX Natalie, *op. cit.*, p. 37-38.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 36-37.